



ACTION COMMUNE DE KORONIVIA POUR L'AGRICULTURE

Résumé de l'atelier sur le thème 2(b)



Méthodes et démarches pour l'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience

Adoptée en novembre 2017 lors de la vingt-troisième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture est une décision historique, qui porte sur les prochaines étapes à mettre en œuvre pour l'agriculture dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Cette décision reconnaît officiellement le rôle particulier que peut jouer l'agriculture face au changement climatique, tout en prenant en compte la vulnérabilité de ce secteur au changement climatique et les approches pour atteindre la sécurité alimentaire.

VUE D'ENSEMBLE

L'évaluation de l'adaptation au changement climatique, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience dans le secteur agricole pose un certain nombre de difficultés.¹ Tout d'abord, aucun système harmonisé n'a été mis en place pour évaluer l'adaptation en général. Les démarches actuelles reposent principalement sur des dispositifs de suivi et d'évaluation qui servent à l'élaboration de rapports nationaux ou à l'évaluation, dans le cadre de projets, du respect des critères de responsabilité des financements. En second lieu, les retombées positives de l'adaptation sont majoritairement d'ordre qualitatif, ce qui les rend difficiles à mesurer. Elles peuvent aller des améliorations dans le domaine de la qualité de la rémunération, du développement technologique et du renforcement des capacités jusqu'au renforcement de l'égalité hommes-femmes, de la santé des sols et de la biodiversité. En outre, le décalage est tel entre la durée d'un projet (quatre à sept ans en moyenne) et les décennies nécessaires pour observer des changements significatifs au plan statistique compte tenu de la variabilité du climat que toute quantification de la résilience ne peut s'opérer qu'à partir d'indicateurs approximatifs des résultats produits par des investissements donnés.

Faits et chiffres clés

- 1 L'évaluation de l'adaptation occupe une place centrale dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de la plupart des entités financières.** Les dispositifs en place s'appuient principalement sur des données quantitatives, car les évaluations qualitatives sont plus difficiles à déterminer et à appliquer. Ces activités de suivi et d'évaluation nécessitent de prévoir des ressources dédiées.
- 2 Il n'existe pas de systèmes globaux de suivi et d'évaluation de l'adaptation qui soient universellement reconnus et sur lesquels pourraient se fonder les systèmes nationaux ou de projet.** Certains outils ont été élaborés ou sont en cours d'élaboration:
 - La FAO a mis au point un document d'orientation qui propose une approche en sept étapes aux fins de l'établissement d'un cadre national de suivi et d'évaluation pour l'agriculture dans les plans nationaux d'adaptation (PNA).²



¹ Le document propose un résumé des discussions qui ont eu lieu lors de l'atelier de la CCNUCC organisé sur le thème 2 (b) à Bonn, en juin 2019. Les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO, l'objectif étant uniquement de faciliter le partage des connaissances et d'étayer les décisions prises dans le cadre du processus de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture. L'ensemble des faits, chiffres, opinions ou déclarations présentés ici sont tirés du rapport de l'atelier de la CCNUCC: <https://unfccc.int/event/methods-and-approaches-for-assessing-adaptation-adaptation-co-benefits-and-resilience>.

² Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/3/b-i6714f.pdf>; voir également le paragraphe 14 du rapport de la CCNUCC pour informations sur les travaux et les publications de la FAO sur l'évaluation de l'adaptation.

- Le Comité de l'adaptation de la CCNUCC a été mandaté pour dresser un inventaire des méthodes d'évaluation des besoins d'adaptation d'ici juin 2020 et élaborer un document technique d'ici novembre 2022.
- Le Groupe d'experts des pays les moins avancés de la CCNUCC et ses partenaires utilisent le Cadre intégrateur des plans nationaux d'adaptation et des objectifs de développement durable (NAP-SDG iFrame) pour définir de nouvelles façons de structurer la planification, la gestion des connaissances et l'évaluation en matière d'adaptation.
- La Banque mondiale élabore des outils et des approches supplémentaires en matière de suivi et d'évaluation dans le cadre de ses engagements en matière de changement climatique à l'horizon 2025; il s'agit pour elle de mieux mesurer et rendre compte de l'adaptation et la résilience et de mieux en rendre compte, d'inciter à davantage d'ambition dans les objectifs de croissance plus résiliente face au climat et d'instaurer une norme mondiale applicable dans les marchés financiers (obligations de résilience, par exemple) et dans les marchés publics (projets d'infrastructure, par exemple).

3 Les gouvernements nationaux ont mis au point des systèmes de suivi et d'évaluation qui sont propres à leur pays, avec des échelles et des objectifs différents qui ne coïncident pas toujours. Ces divergences se manifestent tout particulièrement lorsqu'il s'agit de comparer les résultats de projets et programmes d'adaptation, la mise en œuvre des différents plans nationaux d'adaptation ou encore la contribution par les pays aux objectifs globaux, tels que ceux définis au titre de l'Accord de Paris, du Cadre d'action de Sendai ou du Programme de développement durable à l'horizon 2030. C'est pourquoi une intégration systémique s'avère indispensable pour les gouvernements, et à cet égard, les pays peuvent apprendre les uns des autres (voir l'exemple de l'Uruguay).

PRINCIPAUX DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Nécessité d'un cadre cohérent de méthodes et d'indicateurs permettant un suivi de l'adaptation

L'instauration d'un cadre cohérent permettant le suivi des progrès dans quatre dimensions (ressources naturelles, systèmes de production agricole, situation socioéconomique, et institutions et politiques) contribuerait à faciliter:

- le compte-rendu effectué par les pays dans le cadre de l'Accord de Paris, du Cadre d'action de Sendai et du Programme 2030;
- le regroupement des données permettant d'examiner l'adéquation et l'efficacité de l'adaptation, et de faire progresser la concrétisation de l'objectif mondial d'adaptation;
- l'élaboration de propositions de projets relevant du Mécanisme financier.

Points d'intervention possibles au titre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture

A travers l'Action commune de Koronivia, l'élaboration d'un cadre pourrait émerger selon une approche en trois étapes:

Étape 1: inventaire des méthodes et démarches existantes.

Étape 2: élaboration commune d'un cadre méthodologique mondial facile d'utilisation pour les Parties, les organes constitués, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les organisations des Nations Unies concernées et d'autres parties prenantes, qui bénéficieront dans cette tâche des indications et conseils des organes subsidiaires de la CCNUCC.

Retours d'expérience par l'Uruguay

Depuis 2017, l'Uruguay s'emploie à élaborer un plan stratégique national d'adaptation au changement climatique dans le secteur agricole. Ses efforts portent notamment sur la mise en place d'une plateforme interactive destinée à assurer un suivi et une évaluation systématiques. Voici quelques-uns des enseignements tirés de cette expérience:

- ▶ Aucune série d'indicateurs ne convient à toutes les situations d'adaptation (sectorielle, intersectorielle, nationale, régionale, etc.).
- ▶ L'application efficace de tout système de suivi et d'évaluation requiert au préalable une évaluation préalable rigoureuse de la vulnérabilité.
- ▶ Les systèmes de suivi et d'évaluation qui sont compatibles avec les plans nationaux d'adaptation, les contributions déterminées au niveau national et les objectifs de développement durable permettent d'éviter la duplication des efforts.
- ▶ Le manque d'informations de qualité est l'un des principaux obstacles au suivi des progrès en matière d'adaptation, mais le renforcement des systèmes de collecte de données nécessite des ressources importantes.
- ▶ L'adaptation étant une démarche de long terme, son évaluation requiert une combinaison d'indicateurs axés sur les processus et sur les résultats.
- ▶ Une combinaison d'informations quantitatives et qualitatives est nécessaire pour mieux comprendre les pratiques des agriculteurs et mieux élaborer les politiques publiques.
- ▶ Il est utile d'avoir dans l'ensemble des outils de suivi et d'évaluation un protocole pour l'évaluation systématique et cohérente des pertes et dommages.
- ▶ Le suivi systématique des conditions météorologiques est utile pour comprendre comment les structures et fonctions des agroécosystèmes réagissent aux incidences négatives du changement climatique.

Étape 3: échange de connaissances, renforcement des capacités, transfert de technologies et flux financiers entre les Parties à la Convention et les différents acteurs pour appuyer la conception et de la mise en œuvre de systèmes nationaux multi-échelons de suivi et d'évaluation de l'adaptation.

Tout au long de ce processus, il convient de veiller à la participation active des agriculteurs, en particulier des femmes et des agriculteurs des communautés marginalisées, ainsi qu'à celle des peuples autochtones.

Info:
www.fao.org/climate-change/our-work/what-we-do/koronivia/en/

Coordonnées:
Koronivia-JWA@fao.org

Grâce au soutien financier de la



Ministère fédéral
de l'Alimentation
et de l'Agriculture